Les enquêtes de ce rapport ont été réalisées dans trois pays ayant connu de graves crises et qui en sortent. La Sierra Léone, le Libéria et la Côte d'Ivoire. La présentation dudit rapport a fait l'objet d'une rencontre.

Le rapport qui a pour thème «La violence domestique en Afrique de l'Ouest, je refuse de mourir avant mon heure» interpelle l'opinion sur la nécessité d'agir et de prendre à bras le corps le fléau qui gagne de plus en plus de terrain.

Louis Falcy, directeur nationale de l'Irc, a fait savoir que «le foyer demeure le lieu où sont enregistrées les pires formes de violences domestiques. Lors de la crise, le taux a augmenté de 45%.

La fréquence dépasse l'entendement et doit être une priorité nationale. Face à l'ampleur du problème, il faut plus d'engagement, au niveau étatique, il faut une législation en la matière et la violence domestique doit être une question humanitaire».

Dans la présentation du rapport fait par Véronique Ossohou, le rapport stipule: «qu'en dépit du fait que la guerre soit terminée, les violences domestiques ne se sont pas arrêtées.

En Côte d'Ivoire, plus de 55 % de femmes assistées par l'Irc ont été victimes de violence commise par leur partenaire». Et à Véronique Ossohou de déplorer que «l'anormal est devenu la norme.

La femme subit des violences sans en souffler mot à son entourage» et d'ajouter pour dire que «la dépendance économique fait que les femmes subissent ces violences sans qu'elles ne bronchent». Kaba Fofana, directrice du genre, et la vice-présidente de l'assemblée nationale, Sarah Fadiga, ont donné les gages visant à plus d'action.

Par Jean Prisca